

Diálogos

Diálogos - Revista do Departamento de  
História e do Programa de Pós-Graduação em  
História

ISSN: 1415-9945

rev-dialogos@uem.br

Universidade Estadual de Maringá  
Brasil

Marin Gonzales, Jose

HISTOIRE DE L'ETAT-NATION: DE LA POLITIQUE D'INTEGRATION EN AMERIQUE LATINE ET EN  
EUROPE

Diálogos - Revista do Departamento de História e do Programa de Pós-Graduação em História, vol. 9,  
núm. 2, 2005, pp. 101-119

Universidade Estadual de Maringá  
Maringá, Brasil

Disponibile en: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=305526442008>

- Comment citer
- Numéro complet
- Plus d'informations de cet article
- Site Web du journal dans [redalyc.org](http://redalyc.org)

[redalyc.org](http://redalyc.org)

Système d'Information Scientifique

Réseau de revues scientifiques de l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Espagne et le Portugal  
Projet académique sans but lucratif, développé sous l'initiative pour l'accès ouverte

## HISTOIRE DE L'ETAT-NATION: DE LA POLITIQUE D'INTÉGRATION EN AMÉRIQUE LATINE ET EN EUROPE

*José Marín González*

---

**Resumo.** O presente artigo trata de analisar as consequências históricas, políticas, sociais e culturais da implantação do Estado-Nação como modelo político de Estado na Europa e na América Latina, tomando o caso do Peru como referência. Este modelo político de Estado, tanto na Europa quanto na América Latina, propõe o mito da nação como eixo unificador e centralizador da administração política. Esta unificação, oficial e arbitrária, não considera a existência real da diversidade cultural e lingüística que na maioria dos casos impregna os territórios declarados pelo Estado como uma “só nação”. Esta imposição autoritária se traduz em programas econômicos, políticos, educativos e culturais denominados de “integração nacional”, que não possibilitam a coexistência democrática da sociedade em sua pluralidade e multiculturalidade.

**Palavras-chave:** Estado-Nação; integração nacional; diversidade cultural. Pluralismo; multiculturalidade.

## HISTORY OF THE STATE-NATION: OF THE POLICY OF INTEGRATION IN LATIN AMERICA AND EUROPE

**Abstract.** The present article attempts to analyze historical, political social and cultural the consequences of the implantation of the State-Nation as a State political model in Europe and Latin America, taking the Peruvian case as reference. This State political model, both in Europe and Latin America, proposes the myth of the nation as unifying and centralized axis of the political administration. This official and arbitrary unification, does not consider the real existence of the cultural and linguistic diversity, that in most of the cases impregnates to the territories declared by the State like a "single nation". This authoritarian imposition is crystallised into economic, political, educative and cultural programmes, called of "national integration", that do not make possible the democratic co-habitation of the society in its plurality and multi-cultural dimensions.

**Key words:** State-nation; national integration; cultural diversity; pluralism; multiculture.

---

## INTRODUCTION

Imaginons l'histoire de l'Amérique vue d'une *fenêtre européenne*: l'Europe s'y reconnaîtrait comme dans *un miroir*, où nous pouvons reconnaître *un modèle politique d'état européen* appliqué dans la majorité des pays d'Amérique, avec les mêmes conséquences là-bas qu'ici concernant le respect de la pluralité et de la diversité culturelle, malgré les contextes différents. Cette approche globale de l'histoire nous permet d'associer l'Amérique à l'Europe dans un survol de ces derniers siècles ; l'Amérique y est vue comme un laboratoire de la politique coloniale et post-coloniale européenne. Ceci nous amène à comprendre dans quelle mesure les modèles politiques, comme *l'Etat-Nation*, imposés dans la grande majorité des pays de cet espace géographique, ont fini par entraîner les mêmes effets pervers: l'intolérance, l'exclusion et la négation des droits les plus fondamentaux.

Au-delà des particularités des acteurs de ces sociétés européennes et américaines, et de celles de leur contextes historiques et sociales, *c'est un seul modèle, et une volonté politique* qui vont agir sur les processus d'intégration, d'assimilation ou d'exclusion avec des conséquences analogues. Sous couvert d'une politique dite "d'intégration nationale", ces pays ont pratiqué de fait une politique d'assimilation et/ou d'exclusion.

Cette observation de l'histoire agit comme un *"miroir"* qui réfléchit notre image en tant qu'acteurs historiques appartenant à un seul ensemble: *le genre humain*.

De ce fait émerge nécessairement une réflexion commune sur les principes fondamentaux de respect de la pluralité et de la diversité culturelle qui forment les axes de toute société humaine, en dépit de l'ethnocentrisme imprégnant la construction d'une identité dans chaque culture.

Dans le contexte européen du début du XIXème et pendant le XXème siècle, le modèle politique d'Etat-Nation a exercé et exerce encore une négation de la diversité culturelle et linguistique. Les cibles en sont soit les minorités ethniques (comme les tziganes en Europe de l'Est), soit des peuples (comme les basques en Espagne et en France), soit les minorités nationales (comme les hongrois en Roumanie) et les populations immigrées en général ( Ferrer, 1998; Perez, 1998; Salvi,1973; Sanguin, 1993; Rey, 1997, voir aussi son texte dans ce volume).

En Amérique, des Etats Unis au Chili, les droits ancestraux des différents peuples indigènes ont été niés en vertu de l'application à leur égard des principes de l'Etat-Nation et de la citoyenneté. Ces principes impliquent une séquelle de *racisme et de marginalisation* basée sur des à priori biologiques, culturels et juridiques énoncés par l'ethnocentrisme qui à imprégné les discours du pouvoir politique colonial et post-colonial. Dans ce contexte, l'église et l'école deviendront par *l'évangélisation et l'alphabétisation*, les instruments par excellence de *l'assimilation forcée* appelée "*intégration nationale*" (Marin, 1985, 1994).

L'église et l'école seront chargées d'interdire les langues et de détruire les cultures indigènes, au nom de **la civilisation occidentale et chrétienne**. Elles ont servi de véhicule aux **mythes du progrès et du développement** (Burga, 1988 ; Flores Galindo, 1987; Montoya, 1990, 1998). Dans le cadre de notre "fenêtre" ouverte sur l'histoire de l'Amérique, la situation des indigènes d'Amérique me semble être le "miroir" des minorités et des immigrants de l'Europe contemporaine. Le cas du Pérou est très représentatif de l'histoire partagée entre l'Europe et l'Amérique.

## L'ETAT-NATION

"L'Etat-Nation est à la fois création et créateur de l'Europe moderne". Edgar Morin, 1991, p. 319.

La nation émerge comme une construction purement idéologique; elle exprime la cristallisation d'une volonté de consolider un sentiment d'existence et d'être reconnu en tant qu'identité collective. C'est par une construction imaginaire que la conscience (nationale) crée la nation. La répétition et la diffusion de ces mythes fondateurs, véhiculés par une langue donnée, dans un espace donné, ont finalement permis la construction d'un état qui leur corresponde. L'état utilise le mythe et le discours de la nation pour renforcer sa volonté d'exister.

A partir du Moyen Age, les nations se sont identifiées aux langues ; la nation allemande, par exemple, a été formée par tout les peuples qui parlaient allemand.. Plus tard, on définissait les nations à partir d'une langue, d'un territoire, d'une ethnie, d'une religion et de traditions. En Grèce, en Serbie, en Bulgarie, en Roumanie, l'idée de

Nation précède la constitution de l'Etat, en animant les luttes émancipatrices de peuples soumis à l'empire ottoman.

Les Etats-Nations ne correspondent jamais exactement à leurs frontières géographiques. La démarcation d'un territoire, presque toujours arbitraire, faite par les Etats, finit par fragmenter les nations d'origine et font de l'histoire humaine une succession de drames. En Afrique, sur la base du découpage colonial, des Etats naissants imposent une nation encore incertaine, voire fictive, sur des ethnies diverses sans langue commun. Le cas limite est celui où l'idée d'une nation précède non seulement la formation d'un Etat, mais aussi l'occupation d'un territoire, stimulant l'une puis l'autre, comme ce fut le cas de la fondation d'Israel. Le cas du sionisme est la version de la concrétisation d'une identité non plus seulement religieuse ou ethnique, mais nationale (Morin, 1991).

L'Etat-Nation contemporain, en tant que modèle politique, a ses origines en Europe pendant la deuxième moitié du XVème siècle. L'alliance des Royaumes de Castille et d'Aragon marque le début de la construction de l'état espagnol, basé sur la suprématie d'une langue (le castillan), d'une conception religieuse (le christianisme catholique romain) et d'une appartenance au monde "Occidental ". Le germe du modèle politique de l'Etat-Nation était né ( Attali, 1991; Ferrero, 1994 ).

L'Espagne a été historiquement l'espace où le processus d'affirmation identitaire à partir d'un modèle politique d'état s'est donné les instruments idéologiques et juridiques qui ont amené à nier la diversité culturelle et linguistique sur le territoire déclaré du nouvel état. Ce début d'une négation institutionnalisée de l'altérité, de la diversité culturelle et religieuse, s'exprime par l'expulsion de l'Espagne, de l'importante communauté juive en 1492. Cette même année, après sept siècles d'occupation, les musulmans ont aussi été expulsés d'Espagne après leur défaite, lors de la bataille de Grenade. Les gitans arrivés quelques années auparavant du nord de l'Afrique seront eux-mêmes persécutés (Dominguez, 1988 ; Vilar, 1979).

Jusqu'au Moyen Age, l'histoire avait compté des empires, des cités, des peuples, des ethnies. La formule de l'Etat-Nation, plus étendue que celle des cités, est plus restreinte et plus unifiée que celle des empires, même quand elle est poly-ethnique (Morin, 1991).

L'Etat monarchique français avait opéré la gestation de la nation par lente francisation des ethnies englobées ou conquises. L'Etat-Nation à été conçu par le romantisme français contre l'absolutisme monarchique;

la révolution a renforcé et prolongé l'Etat avec une conception cosmopolite qui dépasse l'identité basée sur la langue (Delannoi, 1991). A partir de la Révolution, la Nation légitime l'Etat (Morin, 1991).

L'Etat-Nation se forme lentement, diversement en France, en Angleterre, en Espagne, au Portugal, à partir et autour d'un pouvoir monarchique qui lui-même se transforme par la formation de l'Etat-Nation.

En Amérique du Nord, s'était constitué en un modèle fédéral Etat-Nation à partir d'une émancipation de colons par rapport à leur métropole. Dès lors, tant sur le principe français que sur le principe américain, l'Etat-Nation constitue un modèle politique émancipateur et potentiellement universalisable. De ce fait, dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'exemple des Etats-Unis anime les révoltes des populations blanches et métisses qui vont faire émerger les nouvelles Républiques de l'Amérique latine.

Pendant les XIX et XX<sup>ème</sup> siècles, le modèle politique d'Etat-Nation européen devient le modèle pour la constitution des républiques issues de la période post-coloniale en Amérique latine, en Asie et en Afrique à partir des années 1960.

Mais au delà des discours, l'élite politique au pouvoir privilégie et impose, au nom du cosmopolitisme, ***une vision du monde, une langue et une culture dominante*** au détriment des autres groupes ethniques, même si le groupe au pouvoir n'est pas majoritaire, ni représentatif.

Le modèle politique de *l'Etat-Nation* conçu au début du XIX<sup>ème</sup> siècle suite à la révolution française est axé sur la construction de la ***"Nation"***, comme le ***mythe unificateur et homogénéisateur*** d'un ensemble de peuples, avec leurs langues et des cultures différentes. Ces nouveaux états proclament leur souveraineté sur des territoires qu'ils ne contrôlent pas totalement. Malgré sa proclamation de *principe de "Liberté, Egalité et Fraternité"*, ce modèle politique devient l'instrument idéologique et juridique d'une politique autoritaire (Salvi, 1973).

Ces antécédents autoritaires liés à la fondation des états, sont à l'origine des conflits contemporains. Au Mexique, par exemple, le drame actuel des peuples indigènes du Chiapas est survenu malgré la révolution de 1910. Celle-ci avait comme objectif principal la construction d'une société égalitaire de justice sociale. Une politique dite d'*intégration nationale*, par l'alphabétisation en castillan voulait consolider la création de

la "nation" mexicaine; or ce processus a dégénéré en une *assimilation* forcée.

Actuellement avec les clivages *entre l'état et la société*, la Colombie, pays pluri-ethnique et multiculturel; donne un exemple de la crise de l'Etat-Nation, en tant que modèle politique, incapable de répondre à la profonde crise et à la violence politique qui fragmente la société colombienne sur une partie importante de son territoire.

Les conséquences de l'implantation de ce type de modèle politique dans des contextes présentant une énorme diversité culturelle, linguistique et religieuse, pourraient être à l'origine de véritables ethnocides, en Amérique, du nord, du centre et du sud.

En dépit de la "Décennie des Peuples Indigènes" décrétée par les Nations Unies en 1992, ce drame contemporain, la marginalisation économique et sociale, la discrimination raciale et la négation systématique du multiculturalisme, constitue à la fin de ce siècle, un défi à relever sur le continent américain, des Etats-Unis au Chili.

### **L'Intégration**

Par cette approche historique, nous pouvons observer que l'intégration est imprégnée de dimensions multiples: politique, sociale, économique et culturel. Notre réflexion envisage l'Intégration *comme la possibilité réelle de participer dans des conditions équitables, aux décisions d'une communauté déterminée.*

L'économie, l'école et la vie quotidienne sont entre autres des espaces où l'Intégration doit se réaliser. Le respect de la pluralité est primordial; toute autoritarisme implicite ou déclaré engendre *une assimilation subtile ou forcée.* La démocratie, comme principe de justice et d'égalité, n'est viable, que dans la mesure où elle possède la capacité *d'intégrer* ses membres. L'Assimilation et la ségrégation dans toutes leurs formes constituent le contraire de l'Intégration; elles sont la négation de l'altérité, de la différence et de la pluralité.

L'intégration des peuples indigènes de l'Amérique, depuis leur conquête jusqu'à nos jours, a été réduite à un énoncé des politiques dénommées d' "*intégration nationale*"; celle-ci proposent *d'intégrer* "les indigènes, en tant qu'inférieurs, donc dominés. Ce discours idéologique, cache très mal une brutale assimilation.

## L'histoire de l'Etat-Nation et de la politique d'intégration au Pérou.

Au début du XV<sup>ème</sup> siècle, l'état Inca contrôlait un territoire comprenant l'Equateur, le Pérou, une grande partie de la Bolivie, le nord de l'Argentine, un tiers du Chili et le sud de la Colombie. Le pouvoir des Incas était axé sur la domination économique (payement des impôts) et le contrôle politique des populations dominées avec la complicité des élites des différents groupes ethniques. Bien que le quechua ait été imposé comme langue officielle, la politique de l'état admettait la survivance d'une centaine de langues vernaculaires, tout en respectant des pratiques culturelles et religieuses des peuples dominés (Rostworowski, 1988; Espinoza, 1990, 1986, 1981).

**L'époque coloniale** du XVI<sup>ème</sup> au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, est caractérisée par une politique d'*assimilation forcée*, à travers *l'évangélisation des indigènes*.

La *Sainte Inquisition*, s'est chargée de la répression de toute manifestation religieuse et culturelle différente (Duviols, 1986; Roth, 1989; Zapata, 1990). Dans le cadre de *l'école des Princes*, l'éducation officielle destinée aux colons a fait une place aux enfants des chefs indigènes qui ont collaboré avec la colonisation. Cette situation s'est traduite par le fait d'avoir imposé comme seule langue, celle qui véhiculait la seule culture dominante

En réponse à ce processus de domination s'est organisé une résistance culturelle véhiculée par la culture orale, s'appuyant sur les mythes et la préservation des traditions. Entre 1742 et 1781, se sont développés d'importantes rébellions indigènes; celles de Juan Santos Atahualpa dans la zone centrale de l'Amazonie et celles de Tupac Amaru et Tupac Katari, dans la région andine.

A la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, après la répression des rébellions indigènes, les écoles ont été interdites aux indigènes, car les principaux dirigeants des rebellions avaient été formés à l'école des Princes. Après cette période existe le dicton créole : “ **indien instruit: indien perdu; indien éduqué: démon incarné** ”. Depuis la fermeture de l'école aux indigènes, le mythe de l'école peut se traduire dans la pensée indigène et métisse, comme: “ *savoir lire et écrire, c'est vivre dans le monde des lumières; ne pas savoir lire et écrire maintient dans le monde des ténèbres* ”.

La scolarisation devient la voie obligée pour pouvoir défendre ses droits dans une société qui privilégie la *culture écrite* (Montoya, 1990, 1998).



En 1821, la République du Pérou fut fondée, inspirée sur le modèle politique de l'Etat-Nation et de la citoyenneté développé par la Révolution française. Entre 1823 et 1856, elle fut constituée par une élite créole et renonça à sa dépendance politique vis à vis de l'Espagne, mais elle ne renonça ni à l'expropriation des territoires ni à la domination des peuples indigènes qui seront les seuls à être imposés pour financer cette politique, alors que, dans le cadre d'un *colonialisme interne* toute participation politique et sociale leur est refusée ( Arguedas, 1977; Burga, 1988; Flores, 1988; Marin, 1990).

Dans cet Etat républicain, être *citoyen* signifie: *savoir lire, écrire et être propriétaire individuel*, conditions primordiales de l'*intégration* à la nouvelle République. Mais ces conditions sont impossibles à réaliser pour les populations indigènes. Depuis la fin des rebellions du XVIIIème siècle, l'école est restée difficile d'accès; par ailleurs les territoires indigènes sont considérés comme des propriétés collectives.

En 1856, la République décrète l'abolition du trafic des esclaves africains. La population d'origine africaine au Pérou est très minoritaire, contrairement au Brésil, à Cuba et en Colombie. (Freire, 1974; Guanche, 1983; Losonczy, 1997; Romero, 1987).

Suit le trafic des travailleurs asiatiques du sud du Pacifique, principalement des chinois originaires de la région de Canton, venus par l'intermédiaire des commerçants portugais établis à Macao. En 1896, on voit le début de l'immigration officielle des travailleurs japonais ( Morimoto, 1979; Rodriguez, 1989; Trasegnies, 1994).

Depuis la fondation de la République et pendant une grande partie du XXème siècle, les indigènes seront les seuls à continuer à payer des impôts et à effectuer des prestations au service d'un état qui les exclu.

Dans les années vingt, la création d'un mouvement intellectuel de défense des indigènes a incité le gouvernement à créer un *Bureau des affaires indigènes* et *Le Patronat de la race indigène*, présidé par l'Archevêque de Lima, premier espace où les indigènes ont put s'exprimer. Ce siècle s'est caractérisée par la continuation d'une politique d'assimilation, de ségrégation et d'une discrimination raciale traversant toutes les institutions et la vie quotidienne de la société péruvienne (Marin, 1985; Portocarrero, 1993).

### Alphabétisation, évangélisation et assimilation

Au milieu du XXème siècle arrivent au Pérou les Missions religieuses du protestantisme fondamentaliste nord-américain. Sous la couverture académique de l'*Institut linguistique d'été / Summer Institute of linguistics, (ILV-SIL)* lié aux universités américaines et financé par différents programmes du Département d'état des Etats Unis d'Amérique du Nord et des entreprises privées. En 1952, par décret gouvernemental, le projet d'alphabétisation bilingue des peuples indigènes de l'Amazonie est confié à l'ILV-SIL. Pour l'état péruvien l'intérêt est d'**assimiler** les peuples indigènes à travers la contrainte de l'alphabétisation en castillan, comme langue véhiculaire dans le cadre de son projet dit: d' **"Intégration nationale"**. Pour l'ILV-SIL, le programme d'**alphabétisation bilingue** se limite principalement à la traduction en langues indigènes de leurs textes évangélistes (Marin, 1992; Dasen & Marin, 1996).

### La révolution militaire de 1968

En 1968, un gouvernement militaire révolutionnaire, a pris le pouvoir et a décrété une réforme agraire, considérée comme la plus radicale dans l'histoire de l'Amérique latine. Une loi y stipule la conversion des grandes propriétés foncières en Coopératives paysannes. Ce gouvernement militaire a conçu l'intégration nationale comme **la Participation de tous les secteurs de la société péruvienne aux décisions politiques et économiques** et a reconnu le caractère **Multiculturel et Multilingue de la société péruvienne**. Le *Quechua* et les autres langues indigènes sont reconnues comme *langues officielles*, et l'étude du *Quechua*, est incluse dans les programmes scolaires et universitaires.

Un décret gouvernemental a accordé la participation des analphabètes aux élections politiques, disposition très significative qui leur permet de participer aux décisions politiques et une réforme éducative est mise en place. La reconnaissance de droits territoriaux des communautés indigènes a été décrétée en 1973. En 1975 le Gouvernement s'est prononcé pour l'expulsion de l'ILV.

Toute cette expérience historique d'espoir, d'ouverture et de changement profond des structures de la société péruvienne a été rayée en 1975 par un coup d'Etat militaire. C'est le début du démantèlement de

la politique économique, sociale et culturelle qui avait été entamée. C'est la restauration du vieil ordre néo-colonial.

Le Pérou voit émerger entre 1983 et 1997, une nouvelle violence politique, expression du conflit social provoqué par l'exploitation économique, la discrimination raciale et la marginalisation des secteurs majoritaires de la société péruvienne. L'insurrection de groupes armés trouve ses origines dans les régions très pauvres, et a forte densité de population indigène.

### **Intégration, Langues et cultures**

L'éducation et l'école, doivent permettre de réaliser l'intégration basée sur le respect de la pluralité culturelle et linguistique qui caractérise le Pérou et la grande majorité des états d'Amérique. Le Pérou compte actuellement plus de 50 langues; *le Castillan (Espagnol) est la langue officielle dominante*, suivi du Quechua et de l'Aymara dans la région andine ; les autres langues sont parlées dans l'Amazonie péruvienne. Comment imaginer l'intégration si l'Etat à travers l'école officielle admet seulement le castillan dans son programme et impose la culture occidentale?

En 1988, à Iquitos au Pérou, a été fondé le premier Programme de formation des instituteurs indigènes en éducation bilingue et interculturelle, par l'Association inter-ethnique de l'Amazonie péruvienne. Avec l'aide des institutions privées et publiques. Elle propose un projet de revalorisation des langues et des cultures indigènes (Montoya, 1990; Gasché, 1989). Ce programme comprend un projet de revalorisation des langues et des savoirs des cultures indigènes. Le respect des droits de ces peuples à conserver leurs propres langues et cultures a été pris comme point de départ d'une politique d'Intégration démocratique à l'intérieur d'une société multiculturelle; elle est la caractéristique de plusieurs états d'Amérique Latine. (Lopez, & Moya, 1989; Montoya, 1990). La participation des organisations indigènes à ces programmes a permis d'ouvrir le débat sur le problème de la possession des territoires, sans laquelle le développement de leurs sociétés est condamné à l'échec (D'Ans, 1982, Gasché, 1989, 1994, 1998 Narby, 1990, 1995).

Quelle est la place des indigènes dans le présent et le futur du développement économique, social et culturel de ces pays reste la question principale, qui nous fait comprendre combien *l'éducation* à elle aussi, une dimension politique dans l'histoire de l'intégration.

### La perspective actuelle

Entre 1990 et 1998, le début de la période présidentielle d'Alberto Fujimori, est marqué par l'implantation d'un programme politique néo-libéral remettant en question la propriété ancestrale des communautés indigènes, ceci en Amazonie surtout, région très riche, où arrivent les multinationales à la recherche de ressources pétrolières et minières. Dans la région andine et côtière, s'est aussi produite la privatisation des anciennes coopératives agraires, la privatisation des entreprises d'état et le démantèlement des services sociaux, médicaux et éducatifs; il s'en est suivi une explosion du chômage et la précarisation des classes pauvres et moyennes. Or la mise en place d'une politique néo-libérale engendre un état autoritaire : l'Etat-Nation, en tant que modèle politique, s'inscrit dans cette perspective. La réduction d'une grande partie des espaces démocratiques caractérise ce processus, de nos jours, au Pérou; elle entraîne l'incapacité d'offrir les conditions nécessaires à l'intégration et au respect de la pluralité.

### L'Europe :les migrations entre l'histoire et la mondialisation

Essayer de travailler sur la mémoire de l'Histoire, "*en miroir*", nous permet d'associer l'histoire de l'Amérique à celle de l'Europe. Les pays européens ont tous été des *pays fournisseurs de migrants*, soit comme réfugiés, soit comme *travailleurs* à l'intérieur de l'Europe ou dans les colonies et en Amérique principalement. (Mino, 1998). Entre 1845 et 1925 dizaines de millions d'européens ont traversé l'Atlantique. Malgré cette expérience passée d'émigration massive, les pays européens dans certains cas sont restés intolérants envers leurs minorités et leurs immigrés. La Suisse a participé à ce processus d'émigration vers l'Amérique à partir du XVI avec les calvinistes allant au Brésil et d'autres départs du XIXème au XXème siècles. Les colons suisses se sont installés au Canada, aux Etats-Unis, en Argentine, au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique du Sud (Lery, 1975; Nicoulin, 1994; Oggier & Jullier, 1984).

Durant de nombreux siècles, les Suisses ont été *un peuple de migrants*. De la renaissance à la Révolution industrielle, les Suisses qui partaient étaient plus nombreux que les étrangers qui arrivaient (Gregori, 1998).

Le cas de la Suisse est très représentatif et une constante apparaît assez vite : Pratiquement jusqu'à la fin du XXème siècle, des habitants de ce pays ont dû se rendre à l'étranger pour vivre et survivre. Une

grande partie de la population a été contrainte, génération après génération, d'émigrer pour trouver ailleurs des moyens d'existence.

L'Amérique a été, depuis toujours, le territoire par excellence des utopies européennes, pour répondre aux famines et au désespoir. L'Amérique du nord est devenue ainsi le territoire d'asile des Européens qui fuyaient les persécutions religieuses, les épidémies, les guerres, et d'une certaine manière, leur exclusion dans l'Europe du XVIème au XXème siècle. Entre 1900 et 1925, dix millions d'immigrants sont arrivés sur les terres amérindiennes (Nicoulin, 1988, Sartori, 1994). Actuellement, les peuples indigènes de l'Amérique du nord, propriétaires ancestraux du territoire, ont été confinés dans des *réserves* sur leur propre terre; malgré d'innombrables lois supposées les "*intégrer*", ils sont marginalisés et victimes de toutes sortes d'injustices (Riechlin, 1987).

Dans le contexte européen, s'est formée l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), après la révolution de 1917. Elle prétendait construire un nouveau modèle politique d'état, basé sur l'union des différents peuples gardant leur autonomie. Cette expérience, respectueuse de la diversité culturelle, linguistique et religieuse, à l'intérieur des quinze Républiques (URSS) a été pervertie par une idéologie nationaliste qui contrôlait le pouvoir politique centralisé à Moscou.

Malgré cette révolution, proclamant l'*Internationalisme*, nous avons assisté à la renaissance du *nationalisme révolutionnaire* prôné par Staline, qui était en réalité imprégné d'un autoritarisme qui devait faire des millions des victimes et justifier la recréation d'un empire prenant son origine dans l'expansion de l'empire Tsariste développé au XIX siècle (Ferrero, 1990).

Cet échec historique d'un projet politique qui se prétendait novateur et révolutionnaire montre en réalité, une situation dramatique du fait de l'éclatement de l'URSS en 1991 et du réveil des identités multiples, des conflits ethniques se sont manifestés dans les diverses guerres civiles de cette dernière décennie.

Récemment nous avons été témoins de l'éclatement tragique de la Fédération Yougoslave. Elle prétendait être un modèle politique alternatif, une troisième voie, intermédiaire entre le capitalisme et l'économie étatique, à travers une *société autogestionnaire*. Cette Yougoslavie qui a proposé une politique respectueuse des autonomies nationales et des minorités ethniques et religieuses, fut en réalité fondée

sur l'hégémonie du nationalisme serbe. Elle a fini par exploser dans un conflit armé et a amené ces peuples à revenir à des guerres tribales jusqu'à la purification ethnique. L'actuelle crise de la minorité albanaise du Kosovo, sous la domination du nationalisme serbe, nous montre combien *le respect du pluralisme* est absent de l'histoire contemporaine de cette région de l'Europe.

Le conflit des Basques avec l'état espagnol bouleverse la vie actuelle de la société espagnole. Il est le produit historique de siècles d'une domination politique, économique, linguistique et culturelle sur un territoire déclaré *Etat-Nation espagnol* où il existe cependant plusieurs langues et cultures différentes (Sanguin, 1993).

Actuellement, la Mondialisation de l'économie capitaliste, au nom d'un paradigme économique et sans un projet de société viable, cherche à réduire la multiplicité des sociétés humaines à une "standardisation culturelle". Cela est présenté comme prémisses nécessaires au projet économique qui prône la massification des êtres humains à l'intérieur d'un "village global", réglé par la "*pensée unique*", dont le marché est seul régulateur de la vie sociale. Si la mondialisation facilite la libre circulation de marchandises, elle ne libère pas la libre circulation des personnes (Caloz-Tschopp, 1993; Caloz-Tschopp, Clevenot & Caloz Tschopp, 1994 ; Forrester, 1996; ; Maisondieu, 1997; Ritzer, 1995; Touraine, 1994, 1996).

La société européenne actuelle, est traversée par une énorme mutation économique qui menace ses nombreuses conquêtes sociales: un certain respect de la pluralité obtenues durant ce siècle est de nouveau mis en question. Dans ces conditions, *quelles sont les possibilités réelles de survie des acquis démocratiques, pour la société occidentale?*

L'Europe de l'ouest est devenue depuis les années soixante territoire d'immigration, par la nécessité d'une main d'oeuvre pour le développement de son économie. Elle se trouve actuellement dans une crise économique et identitaire et ferme ses frontières pour se protéger. Plusieurs dispositifs politiques et juridiques ont été mis en place, tel le *Traité de Schengen* et sa théorie des *Trois cercles* : 1. Europe occidentale, 2. Amérique du Nord, Europe de l'Est, 3. Tiers Monde ou "Sud"(terme créé récemment par la géopolitique contemporaine pour désigner les pays appelés auparavant "Tiers Monde"). Cette conception constitue un instrument idéologique, juridique et politique, en vue de régler les problèmes de l'immigration vers les pays européens au moyen d'un critère

*discriminatoire* au sens économique, ethnique et religieux du terme (Caloz-Tschopp, 1993 ; Caloz-Tschopp et al., 1994 et chapitre dans ce volume).

Certains secteurs politiques considérant que l'Europe est "envahie" par l'immigration clandestine et par les demandeurs d'asile politique, provenant de l'Est de l'Europe ou principalement des pays du "Sud". On pourrait considérer que le mur de Berlin, détruit en 1989, a été remplacé par les "*murailles*" des *Trois cercles* de la nouvelle forteresse européenne. L'Europe des anciens émigrants cherche aujourd'hui à se protéger de l'invasion des pauvres et des désespérés du Sud. Les gouvernements européens réagissent sans aucune mémoire de leur propre histoire.

La mondialisation entraîne des fusions et des délocalisations au nom d'une meilleure rentabilité; cela provoque la destruction du marché du travail et l'explosion du chômage. Ce drame touche des millions de travailleurs européens. Dans les sociétés industrielles, les lieux de travail sont les espaces par excellence permettant la construction de l'identité des individus. Ces sociétés ne peuvent pas - ou plus - répondre aux exigences de l'éthique et de l'écologie, en fait, aux conditions nécessaires à la dignité humaine. C'est alors qu'il y a crise.

Pour certains partis politiques extrémistes, l'étranger, l'immigrant devient le bouc émissaire, la cause du chômage. Ce phénomène social a permis de créer un espace idéologique et politique conduisant au nationalisme et au racisme en Europe. (Fourier et Vermes, 1994).

La "nation" et le "nationalisme" apparaissent comme les éléments fondamentaux d'un mythe fondateur tentant de répondre à une crise d'identité profonde. Cette réponse idéologique prétend aussi justifier une certaine purification ethnique sociale et religieuse, pour préserver "la nation", territoire symbolique de l'appartenance.

L'actuelle montée du nationalisme et du racisme, constitue une force politique importante en Europe et devient un véritable mouvement de masse. Ces groupes politiques proposent l'expulsion des immigrants illégaux, la limitation de l'accès de l'immigration légale et l'exclusion des minorités. Ce sont les expressions brutales d'une société qui souffre des mutations économiques, sociales, idéologiques et culturelles, provoquées en réalité par la mondialisation de l'économie capitaliste. (Mato, Montero & Amodio, 1996; Wiewiorka, 1996). Lorsque la rationalité occupe la place du sacré, lorsque sont marginalisées au profit de la seule économie, alors il y a danger pour l'espèce humaine toute entière.

### Pluralisme et intégration

L'intégration est le résultat du respect de la pluralité. Sommes-nous capables d'ouverture à une multiplicité de points de vues considérés comme valables et acceptés par les autres? Si oui, nous attendons probablement pour nous ce même respect de la part des autres.

Comment imaginer faire vivre cette pluralité? La tolérance doit être basée sur la réciprocité ; si nous sommes tolérants envers les autres, nous attendons d'être tolérés de la même manière, ce qui implique une certaine acceptation, un partage avec les autres. Cela nous permet d'établir des liens avec les membres de la communauté qui est le cadre fondamental de la mise en relation des individus et du partage. L'ensemble des communautés forment *la société civile* et nous permet d'imaginer un espace politique qui dépasserait l'autoritarisme et les clivages entre les individus, de même qu'entre l'état et la société (Sartori, 1994, 1998).

L'intégration suppose un processus qui englobe des dimensions multiples et peut être associée à un modèle politique d'état. L'Etat est supposé représenter la société qui doit créer les conditions de la participation des citoyens aux décisions fondamentales. L'intégration suppose la liberté et le respect des droits des individus, de tous les groupes concernés. Dans une société multiculturelle et plurilingue, l'état veille au respect de la diversité culturelle et linguistique. Dans ce cadre, l'éducation est le véhicule privilégié de la transmission des savoirs, des systèmes de valeurs et d'un projet de société.

Gérer la pluralité, la diversité culturelle, me semble être le *défi* le plus important offert aux sociétés contemporaines. L'actuel Etat-Nation, comme modèle politique, se montre incapable d'assumer la réalité actuelle de la multiculturalité des sociétés américaines et européennes. A partir de ces prémisses, dans le cas de sociétés multiculturelles, pouvons-nous imaginer un type d'Etat capable d'assumer l'ensemble des exigences interculturelles que nous avons mis en évidence? Est-ce que le modèle d'un *état confédéral* est capable de mieux assumer cette problématique?

### RÉFÉRENCES

ARGUEDAS, J. M. *Relatos completos*. Buenos Aires : Lozada, 1977.

ATTALI, J. 1492. Paris: Fayard, 1991.



BURGA, M. Nacimiento de una utopía. Muerte y resurrección de los Incas. Lima : Instituto de Apoyo Agrario, 1988.

CALOZ-TSCHOPP, M.-C. La politique de 3 cercles: un enjeu de civilisation. In M.-C. Caloz-Tschopp (Ed.), *Europe: Montrez patte blanche*. (p. 316-351). Genève: Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), 1993.

CALOZ-TSCHOPP, M.-C. ,CLEVENOT, A. & TSCHOPP, M. P. (Eds.). *Asile - violence - exclusion en Europe. Histoire, analyse, prospective*. Genève: Co-éd. : Cahiers de la section de sciences de l'éducation de l'Université de Genève et Groupe de Genève, 1994.

DASEN, P. R. & Marin, J. La modernité éducative à la conquête du monde ? In D. Hameline & J. Vonèche (Eds.), *Jean Piaget, Agir et construire, aux origines de la connaissance chez l'enfant et le savant* (p. 125-155). Genève: Université de Genève, FPSE & Musée d'ethnographie, 1996.

DELANNOI, G. La théorie de la nation et ses ambivalences. In G. Delannoi & P. A. Taguieff, (Eds.), *Théories du nationalisme*. (p. 9-14). Paris: Editions KIME, 1991.

DOMINGUEZ, A. *Los judeoconversos en España y América*. Madrid : Istmo Editores, 1988.

DUVIOLS, P. *Cultura andina y represión*. Cusco : Ed. Cenro Bartolomé de las Casas, 1986.

ESPINOZA, W. *Los Incas, economía sociedad y Estado en la era del Tahuantinsuyo*. (2ème édition). Lima : Amaru Editores, 1990.

ESPINOZA, W. *La destrucción del imperio de los Incas*. (4ème édition). Lima : Amaru Editores, 1986.

ESPINOZA, W. *Los modos de producción en el imperio de los Incas*. (2ème édition) Lima : Amaru Editores, 1981.

FERRER, F. L'Espagne des communautés autonomes et les droits linguistiques. In S. Perez (Ed.), *La mosaïque linguistique. Regards éducatifs sur les pays industrialisés*. (p. 21-40) Paris: L'Harmattan, 1998.

FERRERO, M. Histoire des colonisations. Des conquêtes aux indépendances. XIIIe-XXe siècle. Paris: Seuil, 1994.

FERRERO, M. *Les origines de la Perestroïka*. Paris: Ramsay, 1990.

FLORES Galindo, A. *Buscando un Inca. Identidad y utopía en los Andes*. Lima : Instituto de Apoyo Agrario, 1987.

FORRESTER, V. *L'horreur économique*. Paris: Fayard, 1996.

FREYRE, G. *Maîtres et esclaves. La formation de la société brésilienne*. Paris: Gallimard, 1974.

FOURIER, M. & Vermes, G. (Eds). *Ethnicisation des rapports sociaux. Racismes, ethnicismes et culturalismes*. Paris : L'Harmattan, 1994.

GASCHE, J. Revalorisation culturelle et structure du programme de formation d'instituteurs interculturels et bilingues de la confédération indienne amazonienne AIDSEP et de l'Institut supérieure pédagogique LORETO. *DiverCité Langues*. En ligne, Vol. III. Repris le 22 novembre, 1998, du World Wide Web: <http://www.rizoma.ufsc.br/html/marin.htm>

GASCHE, J. A propos d'une nouvelle expérience d'éducation bilingue au Pérou. L'indigénisation d'un programme ; sa critique de l'anthropologie. In *Bulletin de la société Suisse des Américanistes*, 53-54, 131-142, 1989.

GREGORI M. La Suisse terre d'immigration...jadis pays d'émigration. In *Le Courrier*. Document *Alter égaux*. Genève, octobre 1998.

GUANCHE, J. *Procesos etnoculturales de Cuba*. La Habana : Ed. Letras Cubanas, 1983.

LERY, J. de. *Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil*. Genève : Droz, 1975.

LOPEZ, L.-E. & Moya, R. (Eds).. *Pueblos indios, Estado y educación*. Puno : PEB – Puno, EBI, ERA. 1989.

LOSONCZY, A.-M. *Les saints de la forêt*. Paris. L'Harmattan, 1997.

MAISONDIEU, J. *La fabrique des exclus*. Paris: Bayard éditions, 1997.

MARIN, J. Ethnocentrisme et racisme dans l'histoire européenne dans le cadre de la conquête de l'Amérique et perspective actuelle. In C. Allemann-Ghionda (Ed.), *Multikultur und Bildung in Europa. Multiculture et éducation en Europe*. (p.181-196). Bern: Peter Lang, 1994.

MARIN, J. El factor etnico en el Perú. In J.Alvarsson & H. Horna (Eds.), *Ethnicity in Latin America / Etnicidad en Latinoamérica*. (p.89-112). Uppsala : Uppsala Universitet, 1990.

MARIN, J. *Peuples indigènes, missions religieuses et colonialisme interne dans l'Amazonie péruvienne*. Uppsala : Svenska Intitutet för Missionsfors- ning, Uppsala Universitet, 1992.

- MARIN, J. Peru: Problema nazionale et discriminazione razziale. In *Latinoamerica. Analisi et testi dibattiti*, N° 19-20, 68-70. Roma. 1985.
- MATO, D. , Montero, M., Amodio, E. (Eds.). América Latina en tiempos de globalización : Procesos culturales y transformaciones sociopolíticas. Caracas. UCV, ALAS, UNESCO.
- MINO, J. Les pays de l'Europe oublient qu'ils ont tous été des fournisseurs de migrants. In *Le Courrier*. Genève, 3 février 1998.
- MORIMOTO, A. Los inmigrantes japoneses en el Perú. Lima : TEA, 1979.
- MORIN, E. L'Etat-Nation. In Delannoi, G., & P.-A. Taguieff, (Eds.), *Théories du nationalisme*. (p. 319-324), Paris: éditions KIME, 1991.
- MONTOYA, R. Por una educación bilingüe en el Perú. Reflexiones sobre cultura y socialismo. Lima : Mosca Azul Editores, 1990.
- MONTOYA, R. *Multiculturalidad y política*. Lima : Ediciones SUR, 1998.
- NARBY, J. L. *'Amazonie, l'espoir est indien*. Paris: Favre, 1990.
- NARBY, J. Le serpent cosmique et les origines de l'ADN. Genève : Georg editeur, 1995.
- NICOULIN, M. *La Genèse de Nova Friburgo*. Série historique Vol. 2, 5<sup>ème</sup> édition. Fribourg: Editions Universitaires Fribourg Suisse, 1988.
- OLLIER, G. & Jullier, E. Historia de San Jerónimo Norte. Una colonia agrícola Ganadera de inmigrantes suizos en la República Argentina. Tome I, Rosario : Editorial Apis, 1984.
- PEREZ, S.) (Ed.). La mosaïque linguistique. Regards éducatifs sur les pays industrialisés. Paris : L'Harmattan, 1998.
- PORTOCARRERO, G. *Racismo y mestizaje*. Lima : SUR, 1993.
- REICHLIN, F. Les Amerindiens et leur extermination délibérée. Lausanne: Favre, 1987.
- REY, M. *Identités culturelles et interculturalité en Europe*. L'Europe en bref n°4, Genève : Centre européen de la culture. Actes Sud, 1997.
- RITZER, G. *The McDonaldization of Society*. London: Sage Publications, 1995.
- RODRIGUEZ, H. Hijos del Celeste Imperio. Migración, agricultura, mentalidad y explotación. Lima : Instituto de Apoyo Agrario, 1989.

- ROMERO, F. *El negro en el Perú y su transculturación lingüística*. Lima : Editorial Milla Bartres, 1987.
- ROSTWOROWSKI, M. *Historia del Tawantinsuyu*. Lima : IEP, 1988.
- ROTH, C. *La Inquisición española*. Madrid : Ed. Martinez Roca. 1989.
- SALVI, S. *Le nazioni proibite*. Firenze: Ed. Vallecchi, 1973.
- SANGUIN, A.-L. *Les minorités ethniques en Europe*. Paris: L'Harmattan, 1993.
- SARTORI, G. *Partidos y sistemas de Partidos*. Madrid: Alianza Editorial, 1994.
- TOURAINE, A. *Critique de la modernité*. Paris: Fayard, 1994.
- TOURAINE, A. *Pourrons-nous vivre ensemble? Egaux et différents*. Paris: Fayard, 1997.
- TRAZEGNIES, F. *En el país de las colinas de arena*. 2 vol. Lima : PUC, 1994.
- VILAR, P. *Historia de España*. 8<sup>ème</sup> édition, Barcelona: Grupo editorial Grijalbo, 1979.
- Wieviorka, M. (Ed.). *Une société fragmentée? Le multiculturalisme en débat*. Paris: La Découverte & Syros, 1996.
- Zapata, R. (Ed.). *Imágenes de la resistencia indígena y esclava*. Lima : Ediciones Wari, 1990.